

## Valse - hésitation

*«La retraite faut la prendre jeune. Faut surtout la prendre vivant. C'est pas dans les moyens de tout le monde».* Michel Audiard

La stratégie de la CGT-FO pour défendre les retraites est peu lisible, c'est un euphémisme.

Dans un premier temps, et nous nous en sommes félicités. Force Ouvrière décide de rompre avec l'unicité syndicale incarnée par l'intersyndicale menée par les frères ennemis Thibault-Chérèque sur les positions de la CFDT.

L'intersyndicale se prononce pour une journée d'action le 27 mai avec comme seul mot d'ordre: maintien de la retraite à 60 ans alors même que la CGT-FO avait antérieurement appelé à une journée de grève public-privé le 15 juin sur des revendications qui unissent l'ensemble de la classe ouvrière; maintien de l'âge légal de départ en retraite à 60 ans, aucun allongement de la durée de cotisation, maintien du Code des pensions civiles, aucune augmentation de la retenue pour pension, maintien des avantages familiaux.

Bien sûr, en terme de mobilisation, la journée d'action du 27 mai est un succès, un million de manifestants dans toute la France, ce n'est pas négligeable. Ce n'est pas une surprise, tant est grande la colère des salariés du secteur privé comme du secteur public. Mais le résultat, en revanche, est des plus décevants (du moins pour ceux qui avaient sincèrement l'illusion de faire reculer le gouvernement): le plan gouvernemental est programmé pour le 16 juin.

Il la journée de grève de la CGT-FO le 15 juin est une incontestable réussite: 70 000 manifestants défilent dans Paris pour demander l'abandon du projet gouvernemental et défendre les acquis sociaux de la classe ouvrière. Jean-Claude Mailly, dans son discours de fin de manifestation, rappelle fort justement les conditions de l'unité:

*« La détermination s'accompagne du pragmatisme. Nous ne sommes pas amnésiques et nous nous souvenons de 2003 et de 2009 où le flou sur les revendications et sur les modalités d'action n'a pas permis une victoire. Alors oui, l'action commune est un levier d'espoir pour les travailleurs. Après l'annonce du plan gouvernemental, cette action commune ne pourra se concevoir qu'avec ceux qui revendiquent clairement un retrait du plan gouvernemental.»*

Le plan gouvernemental, dévoilé le lendemain, confirme les pires craintes et Force Ouvrière réagit dans un communiqué de presse:

*« [...] le leader de FO a réclamé le «retrait pur et simple» du projet tel qu'il a été présenté aujourd'hui et redouté hier. Et conformément aux positions de la centrale syndicale qu'il a portées lors de son intervention devant les milliers de manifestants rassemblés mardi après-midi place de la Nation à Paris: «Refuser une contre-réforme, rejeter tout report au-delà de 60 ans, rejeter tout allongement de la durée de cotisation et rejeter toute remise en cause du code des pensions.»*

C'est donc pour défendre cette position que Jean-Claude Mailly annonce la participation de la CGT-FO à la réunion de l'intersyndicale du 29 juin. Réunion qui se tient quelques jours après le 24 juin, date d'une nouvelle journée d'action qui a confirmé le ras-le bol des salariés (deux millions de manifestants) et la duplicité de l'intersyndicale (qui refuse obstinément de revendiquer le retrait du plan gouvernemental).

Comment comprendre, dès lors que Jean-Claude Mailly n'ait pas daigné participer en personne à cette réunion? Comment accepter que la CGT-FO signe un communiqué avec l'ensemble des organisations syndicales pour appeler à une nouvelle journée d'action sur la seule revendication du maintien de la retraite à 60 ans?

Nouveau rebondissement sans doute sous la pression des unions départementales et des fédérations soucieuses du respect du mandat la commission exécutive confédérale du 2 juillet se conclut par une déclaration (adoptée à l'unanimité), qui se termine ainsi:

*« C'est donc sur l'exigence d'un retrait du projet de loi et consciente que, lorsque les manifestations ne suffisent plus, la question d'une journée de grève interprofessionnelle est posée, que la Commission exécutive appelle l'ensemble de ses structures et militants à participer de manière massive au 7 septembre 2010».*

Comment peut-on affirmer qu'il faut une grève interprofessionnelle pour obtenir le retrait du projet gouvernemental sur les retraites et annoncer d'ores et déjà la participation de Force Ouvrière à une journée d'action qui revendique la négociation du dit projet? Qu'est-ce à dire ? Que la CGT-FO participera aux manifestations unitaires sur ses propres mots d'ordre? Qu'elle appellera seule à une manifestation le 7 septembre?

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les déclarations contradictoires, les hésitations, les renoncements contribuent à la confusion. Il reste cependant un espoir.

Partout en Europe et dans le monde, les gouvernements annoncent des plans de rigueur pour de nombreuses années et la destruction de tous les droits ouvriers. La classe ouvrière, en France comme en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie, etc., etc. ne se laissera pas éternellement muscler par les apparatchiks, elle saura sans aucun doute se mobiliser pour faire valoir ses intérêts avec l'aide des syndicalistes authentiques et contre les subsidiaires du capitalisme.

# Dans quelle galère sommes-nous ?

Et oui, la question peut surprendre mais pourtant c'est sous une autre forme: où sommes-nous? Où voulons-nous aller. Qui veut nous en empêcher? Quels moyens sommes-nous prêts à mettre en œuvre et avec qui?

Le système capitaliste qui, rappelons-le, fonctionne sur l'appropriation privée des moyens de production, donc des profits, s'est créé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et n'a cessé de s'étendre et de se renforcer sur la planète entière: une variante de ce système, à savoir, l'appropriation collective (Etat) des moyens de production ayant été innovée par la révolution soviétique, chinoise...

Se profile actuellement un hybride de ces deux systèmes, le modèle chinois.

Aujourd'hui, le capitalisme des maîtres de forges s'est déplacé vers le capitalisme financier, c'est-à-dire sur «l'économie virtuelle» au détriment de «l'économie réelle». Ce n'est pas un phénomène nouveau, l'histoire moderne est jalonnée de «déroutes» dues à ce système de spéculation financière, la crise de 1929 en est un exemple des plus récents. La corbeille (la Bourse) n'avait pas depuis lors, bonne presse. Même la droite tenante du capitalisme industriel ne se privait pas pour dénoncer cette financiarisation de l'économie (dixit De Gaulle). Cette orientation financière, si elle est dénommée économie virtuelle, n'en a pas moins des conséquences considérables sur l'activité économique, industrielle, commerciale, sociale, etc...

Il est devenu impossible aujourd'hui pour tout observateur, un tant soit peu attentif, qu'il soit dit «de droite» ou dit «de gauche», de nier cette réalité.

Alors, pour pouvoir poursuivre cette activité de prédateur, les tenants de cette économie mettent en pratique ce que Naomi KLEIN a très bien décrit dans son livre «*La stratégie du choc*» qui aurait pu s'intituler «la montée du capitalisme du désastre». Car le système a muté et utilise de manière scientifique la réaction des individus et des populations au traumatisme consécutif à une «catastrophe» qu'elle soit naturelle, terroriste ou économique.

Coup d'état de Pinochet au Chili en 1973, massacre de la place Tien An Men en 1989, effondrement de l'Union soviétique, naufrage de l'épopée Solidarnosc en Pologne, difficultés rencontrées par Mandela dans l'Afrique du Sud post-apartheid, attentats du 11 septembre, guerre en Irak, tsunami qui dévasta les côtes du Sri Lanka en 2004. cyclone Katrina. L'année suivante, pratique de la torture partout et en tous lieux - Abou Ghraïb ou Guantanamo...

Au lieu d'aider les individus, les populations victimes d'un traumatisme collectif, les tenants de ce capitalisme profitent de l'état de prostration dans lequel ils sont plongés après un choc violent, pour imposer immédiatement des réformes économiques douloureuses, avant que les populations n'aient eu le temps de se ressaisir.

Cette méthode a été élaborée dès le début des années 1970 par M. Milton FRIEDMAN, Prix Nobel d'économie en 1976. C'est le père de ce qu'il est convenu d'appeler l'utrialibéralisme.

C'est cette logique, cynique et meurtrière qui a été mise en œuvre par les gouvernements de nombreux pays comme les Etats Lynis, la Grande Bretagne et approuvée par les instances internationales : ONU. FMI. OMC, etc...

C'est parce que cela paraît inconcevable que cela fonctionne. Incapable de réagir, les populations acceptent les «difficiles décisions pour relever le pays», sans se rendre compte que c'est une plongée dans l'abîme. Destruction des garanties sociales là où elles existent, destruction des services publics, «privatisation de tout» (AGCS).

Sans limite, sans vergogne, ce capitalisme vit prospère sur le cimetière des démocraties, des droits de l'Homme...Ce sont des vrais requins mangeurs d'hommes. Mais attention, que l'on ne s'y trompe pas, ils présentent bien, leurs visages peuvent être sympathiques et inspirer confiance, ils affirment leur attachement aux valeurs fondamentales, aux droits de l'Homme, aux valeurs républicaines, démocratiques, etc...

Leurs alliés sont dans tous les secteurs: politique, financier, religieux, philosophique, syndical, médiatique, etc... Certains par appât du gain, d'autres par adhésion doctrinale.

L'on ne négocie pas avec eux. Ils vous écrasent. Alors pour les populations, pour les salariés, une seule réponse, c'est l'attaque. Chercher à négocier avec les tenants de cette logique financière, c'est qu'on le veuille ou non, capituler et amener «le peuple à l'abattoir».

La réponse aux questions posées est donnée. Il s'agit d'une guerre menée par quelques-uns, très puissants, formés, armés, contre un grand nombre: les prolétaires divisés, peu ou pas informés des véritables mécanismes, émotifs, rendus «individualistes», prêts à croire tout ce qui peut rassurer.

Notre devoir de militants, ouvriers, anarchistes, syndicalistes, est de toujours, sans relâche, dénoncer le système, argumenter pour faire prendre conscience de la nécessité du combat qui est impitoyable.

Il y a le «choc des subprimes», aujourd'hui «le déficit public» et «la crainte de voir la note des pays être dégradée par les marchés financiers» qui sont utilisés pour tenter d'imposer de nouveaux reculs sociaux présentés comme inéluctables. Selon les tenants de cette doctrine, seuls les gens déraisonnables soutiendraient une position contraire.

A la lumière de ces quelques explications, l'on comprend mieux la nécessité impérative de ne pas céder aux sirènes de «gentils» accompagnateurs syndicaux et politiques.

Ainsi, sur le projet de loi gouvernemental, il faut être conscient que c'est un enjeu crucial, c'est la pierre angulaire de tout l'édifice social.

En guise de conclusion. «sous les pavés, la plage». disait-on en 68. Sous le sable de la plage, les pavés, pourrait-on dire aujourd'hui. A méditer cet été.

Marc HEBERT

## DOCUMENT n°1

### DECLARATION DE LA COMMISSION EXECUTIVE CONFEDERALE

40 ans c'est déjà trop !

Appel à une journée de grève interprofessionnelle et à une manifestation le 15 juin 2010.

Mandatée à l'unanimité par le Comité Confédéral National de FORCE OUVRIERE, la Commission Executive s'est réunie de manière exceptionnelle le 4 mai 2010.

Elle constate que:

. Le gouvernement fait de la question des retraites le dossier prioritaire. La motivation essentielle est de montrer aux institutions financières et: à leurs auxiliaires, les agences de notation, que le gouvernement va réduire les dépenses sociales, de la même manière qu'avec la RGPP il réduit les dépenses publiques.

Ce que confirmera la prochaine conférence sur les déficits publics et sociaux.

Parmi les menaces qui pèsent et qui seront confirmées dans les semaines à venir figurent l'allongement de la durée du travail (par report du droit à la retraite à 60 ans et/ou allongement de la durée de cotisation) et la remise en cause du code des pensions pour les fonctionnaires.

. Pour FORCE OUVRIERE, il n'est pas question que les travailleurs fassent les frais, à travers leurs droits sociaux, de la crise provoquée par les intervenants sur les marchés financiers, intervenants qui dictent encore aujourd'hui le comportement des gouvernements dont le gouvernement français.

. L'action commune, nécessaire, suppose un accord sur les revendications et les modalités d'action. Chaque organisation est bien entendu libre de ses positions et il appartient aux travailleurs de se forger leurs convictions.

FORCE OUVRIERE a proposé aux autres organisations un appel commun à 24 heures de grève interprofessionnelle franche, public et privé.

Assumant ses prises de position et soulignant que l'avant projet de loi devrait être connu vers la mi-juin, la CE de FORCE OUVRIERE décide d'appeler le 15 juin à une journée de grève interprofessionnelle avec manifestation à PARIS.

Elle demande à toutes ses structures de tout mettre en œuvre pour la réussite de cette initiative et lance un appel en ce sens à l'ensemble des salariés et à leurs organisations.

Pour FORCE OUVRIERE, il s'agit par un renforcement de la mobilisation, de montrer la détermination des salariés.

Adoptée à l'unanimité

Paris, le 4 mai 2010

## DOCUMENT n°2

### Communiqué commun des organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, Unsa du 17 juin 2010

Le gouvernement a rendu public son projet de réforme des retraites.

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, qui se réunissent régulièrement depuis octobre 2008, ont analysé ensemble ce projet.

Quelle que soit leur appréciation sur les solutions à apporter pour l'avenir des retraites, elles affirment que la réforme proposée est inacceptable, injuste, essentiellement à la charge des salariés, comptable et de court terme, sans réponse aux vraies questions.

Le report brutal à 62 et 67 ans des âges légaux va fortement pénaliser les salariés et notamment ceux ayant commencé à travailler jeunes; celles et ceux ayant des carrières incomplètes et chaotiques en particulier les femmes qui sont aujourd'hui 28% à travailler jusqu'à 65 ans pour bénéficier d'une retraite à faux plein.

La situation financière actuelle de notre système de retraite est pour l'essentiel due à la crise, pourtant 85 % des efforts sont demandés aux salariés. Les entreprises, les hauts revenus, les revenus du capital sont cinq fois moins mis à contribution que les salariés. Les fonctionnaires se voient imposer une augmentation drastique de leur cotisation conduisant à une baisse de leur pouvoir d'achat.

La réforme proposée ne répond ni aux questions d'emploi, en particulier des jeunes et des seniors, ni à la résorption des inégalités hommes femmes, ni à la reconnaissance de la pénibilité... elle renvoie aux futures générations l'incertitude de la pérennité des régimes de retraites solidaires par répartition.

Cette réforme, loin de répondre à l'enjeu de société qu'est celui de l'avenir des retraites, est brutale et porteuse de recul social pour la quasi-totalité des salariés du privé, du public et des régimes spéciaux.

Pour combattre cette réforme, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA appellent l'ensemble des salariés, des retraités, des privés d'emploi et des jeunes à participer massivement à la journée nationale de grèves et de manifestations du 24 juin 2010.

L'intersyndicale se réunira à nouveau le 29 juin pour faire le bilan du 24 juin, décider des initiatives et mobilisations possibles pendant l'été et à la rentrée.

## DOCUMENT n°3

### CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA Communiqué des organisations syndicales du 29 juin

Ces dernières semaines, les salariés du public et du privé, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraités se sont mobilisés de plus en plus massivement sur les retraites, notamment le 24 juin 2010. Ils ont réaffirmé leur opposition au projet de réforme injuste et inacceptable du gouvernement, notamment au report brutal des âges légaux à 62 et 67 ans qui pénalise particulièrement les salariés ayant commencé à travailler jeunes et ceux ayant eu des carrières chaotiques et incomplètes. Cette réforme n'apporte, par ailleurs, pas de réponse sur le plan de la pénibilité. Elle aggrave les inégalités entre les hommes et les femmes.

Les organisations syndicales dénoncent la campagne médiatique précipitée du gouvernement qui travestit la réalité du projet.

Cette réforme, une des plus dures d'Europe, arrive dans une situation économique dégradée où le chômage est en hausse continue et touche plus fortement les jeunes et les seniors. Les politiques de rigueur se généralisent dans toute l'Europe en aggravant les inégalités et hypothèquent fortement toute reprise.

Des initiatives intersyndicales viseront à interpeller le gouvernement et ses représentants, aux niveaux national et local, le 13 juillet, jour du Conseil des ministres qui adoptera le projet de loi. Durant l'été, les organisations syndicales interpellent les parlementaires.

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA vont poursuivre leur action tout au long du processus législatif de la réforme des retraites.

Elles décident d'une nouvelle journée nationale de grèves et de manifestations le 7 septembre 2010, au moment où s'ouvrira le débat parlementaire. Elles appellent tous les salariés du privé et du public, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraités à construire ce jour une mobilisation d'ampleur.

## DOCUMENT n°4

### Aux secrétaires généraux des unions départementales, fédérations, comités régionaux, UGICT, UCR, UIT, Comité national des Privés d'Emploi, A la Direction confédérale pour information,

Montreuil, le 2 juillet 2010,

Cher(e)s Camarades,

Nous vous transmettons en pièce jointe la circulaire de Jean-Claude MAILLY, secrétaire général de Force ouvrière concernant la journée du 7 septembre.

La démarche proposée dans cette note aux organisations FO appelle plusieurs commentaires:

1. FO a été contraint après l'immense succès de la journée d'action unitaire du 24 juin 2010 d'annoncer sa participation à la réunion intersyndicale du 29 juin.
2. Publiquement, Jean-Claude MAILLY expliquait que FO ferait «du retrait du projet de loi du gouvernement» une condition à sa participation aux mobilisations de la rentrée.
3. Si FO, lors de la réunion intersyndicale a bien rappelé sa position de principe: «un retrait du projet de loi», après débat au sein de l'intersyndicale, FO n'a pas maintenu sa condition préalable et c'est ainsi qu'a pu être adopté le «communiqué de l'intersyndicale» du 29 juin dont FO est bien signataire, au même titre que tous les autres participants.
4. Cette circulaire s'explique sans doute par les difficultés à faire partager en interne une stratégie syndicale difficilement compréhensible au sein d'un grand nombre d'organisations de FO comme chez beaucoup de salariés.

Au vu de tous ces éléments, il est probable que nous soyons confrontés aux velléités de FO de diviser le mouvement de mobilisation de l'intérieur après avoir tenté de le diviser de l'extérieur.

Cette attitude sera sans doute constatée dans toutes les réunions de l'intersyndicale préparant le 7 septembre puisque FO envisage déjà «un appel spécifique pour cette journée, sous entendu des manifestations parallèles».

L'attitude de FO est naturellement loin d'être neutre au moment où la mobilisation qui s'oppose au projet gouvernemental prend de l'ampleur. Ceci conduit le gouvernement à retravailler dès maintenant certaines dispositions de la loi concernant les carrières longues, la pénibilité, les polypensionnés.

Ainsi la CGT sera reçue au ministère le jeudi 8 juillet 2010.

Dans la partie de bras de fer actuelle, il est évident que la manière dont les salariés vont percevoir l'efficacité des mobilisations sera un élément déterminant.

Où nous faisons apprécier que la lutte contraint le gouvernement à de premières révisions de son projet et l'envie d'arracher d'autres avancées progressera, y compris pour obtenir le maintien du droit au départ à 60 ans.

Où l'action est perçue comme stérile, ce que s'efforce d'entretenir le gouvernement et ce que FO alimente à sa manière en cherchant à fixer un seul objectif à la lutte: le retrait du texte de loi.

Rappelons que pour la CGT, résolument engagée contre les dispositions de ce projet de loi, c'est bien sur le contenu des mesures que porte le combat pour assurer le système de retraites par répartition, le droit au départ à 60 ans et le niveau des pensions.

Nous demandons aux organisations de tenir la Confédération informée des réunions intersyndicales et plus particulièrement de l'attitude des représentants syndicaux.

Nous demandons également de communiquer les différents documents qui pourraient circuler.

La permanence confédérale

#### L'ANARCHO-SYNDICALISTE

19 rue de l'Etang-Bernard - REZE  
Abonnement pour 20 n°s : 30 euros  
Abonnement de soutien : 40 euros  
A verser à: ASSOCIATION DES GROUPES  
FERNAND PELLOUTIER  
CCP NANTES: 9998 28D  
19 rue de l'Etang-Bernard 44400 REZE  
Imprimerie spéciale de l'Anarcho-sindicaliste  
Fondateur de publication : A. HEBERT  
Directeur : C. BITAUD